

L'énergie

En outre, les députés semblent oublier que le gouvernement actuel et les gouvernements précédents ont mis en vigueur des mesures qui visent à ce que les Canadiens qui sont le moins capables de se protéger contre les ravages de l'inflation soient autrement protégés de façon sûre. Des programmes indexés ont été établis par les gouvernements, y compris celui-ci, mais surtout par les gouvernements libéraux précédents: le supplément de revenu garanti, la sécurité de la vieillesse, les allocations et les pensions des anciens combattants, les allocations familiales, le crédit d'impôt à l'enfant, les prestations du Régime de pensions du Canada, les prestations d'assurance-chômage, les contributions fédérales au Régime d'assistance publique du Canada ainsi que l'impôt sur le revenu des particuliers et les tranches d'impôt elles-mêmes; tous sont indexés. Cela veut donc dire que les Canadiens qui bénéficient de ces avantages, ceux qui parmi eux sont justement le moins en mesure de s'aider et de se protéger contre les ravages de l'inflation, sont protégés parce que c'est la politique du gouvernement. Dans sa déclaration de vendredi, le ministre des Finances a dit qu'il maintiendra ces politiques visant à protéger les Canadiens. Il a dit aussi que le gouvernement n'a pas l'intention de lancer de nouveaux programmes de dépenses. A l'instar du député de Saint-Jean-Ouest, il est d'avis qu'il faut réduire le déficit. Il croit que la seule façon efficace de protéger l'avenir des Canadiens est de juguler l'inflation. Ainsi, les taux d'intérêt baisseront, la productivité s'améliorera, les gens économiseront et investiront davantage, de sorte que le Canada reprendra son essor.

A mon sens, si les députés de l'opposition adoptaient une attitude constructive afin d'atteindre ce genre d'objectifs, aidant le gouvernement à trouver d'autres solutions concrètes au lieu de présenter une motion comme celle-ci qui ne signifie absolument rien et qui en fait contredit la politique du parti d'en face, alors je pense que la Chambre s'en porterait mieux et nos débats auraient beaucoup plus de sens, non seulement à nos yeux, mais aux yeux de tous les Canadiens qui surveillent comment leur gouvernement fonctionne. Merci, monsieur l'Orateur.

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, le problème avec le ministre des Finances (M. MacEachen) c'est qu'il ne croit en rien si ce n'est en n'importe quel genre de subterfuge qui puisse lui permettre à lui et à son parti de prendre le pouvoir et de le garder. Voilà de quoi traite cette résolution aujourd'hui. Elle traite d'une trahison de la population canadienne. Nous condamnons le gouvernement pour avoir inutilement imposé aux consommateurs des coûts énergétiques élevés. Pourquoi agit-il ainsi? La hausse des coûts énergétiques n'est pas destinée à aider le Canada à redresser sa situation ni à nous aider à développer nos réserves de pétrole et de gaz naturel ou de quoi que ce soit. Les coûts élevés de l'énergie sont une forme de taxation gouvernementale. Sur les 12 hausses successives du prix du pétrole et du gaz depuis mars 1980, neuf ont été des hausses de l'imposition fédérale seulement. Nous condamnons le gouvernement non pas parce qu'il augmente le prix du pétrole au Canada afin de permettre aux producteurs, aux provinces et aux gens qui possèdent ces ressources de disposer des liquidités nécessaires pour prospecter de nouveaux gisements terrestres et sous-marins d'huiles

lourdes et de sables bitumineux et les exploiter ensuite, ce qu'il ne fait pas, mais parce que sur ces 12 hausses malgré toutes ses promesses électorales, neuf ont servi à remplir les coffres du gouvernement fédéral. Voilà ce que nous reprochions au gouvernement.

Que reprochons-nous d'autre au gouvernement? Nous lui reprochons d'avoir oublié le consommateur, surtout en ce qui concerne le prix du mazout, et de n'être pas venu en aide aux plus démunis. Chacune de ces douze augmentations a fait monter le prix du mazout et a donc frappé en particulier les Canadiens de l'Est qui se chauffent au mazout. Douze fois, ils ont été affligés à cause du ministre des Finances, qui vient lui-même du Cap-Breton et qui leur avait pourtant promis au cours de la campagne électorale que s'ils votaient pour les libéraux, les prix n'augmenteraient pas. Voilà ce que nous reprochons au gouvernement. Nous lui reprochons le cynisme éhonté avec lequel il s'engage solennellement envers tous les Canadiens, y compris ceux de la région du ministre, à ne pas hausser les prix s'ils votent libéral pour ensuite hausser douze fois le prix du mazout, ce qui frappe surtout les gagne-petit.

Comparons cela aux mesures incluses dans le budget qui a entraîné notre défaite. Nous y proposons une taxe d'accise de 18c. qui ne s'appliquait pas au mazout mais uniquement aux carburants utilisés pour le transport. Examinons notre propre budget que les libéraux et les néo-démocrates ont rejeté, causant ainsi notre défaite: nous y proposons un crédit d'impôt au titre de l'énergie pour aider les consommateurs Canadiens à absorber les hausses du prix de l'énergie. Nos majorations du coût de l'énergie ne prenaient pas toutes la forme d'impôts à verser au gouvernement fédéral. Elles comprenaient aussi des hausses à la production. Nous proposons d'échelonner ces augmentations sur les trois ou quatre prochaines années.

Nous proposons aussi un crédit d'impôt à l'énergie qui, cette année, aurait donné aux gagne-petit 500 millions de dollars, et l'an prochain, un milliard. Ce crédit aurait été accordé aux familles dont le revenu ne dépasse pas \$21,380 par année. Celles-ci auraient eu droit au plein crédit d'impôt à l'énergie. Une famille de quatre personnes aurait eu \$110 cette année pour l'aider à payer ces dépenses, \$220 l'an prochain et ainsi de suite.

Nous avons aussi un programme d'allègement fiscal visant les taux d'intérêt hypothécaire et l'impôt foncier qui aurait valu aux propriétaires de maison 1.245 milliard cette année et 2.015 milliards l'an prochain. C'est ce que nous appelons nous soucier des consommateurs canadiens et voilà ce que nous aurions fait pour eux, mais les hypocrites d'en face et les hypocrites qui siègent à notre gauche à la Chambre ont voté contre. Ils ont affirmé que nous crucifions le peuple canadien. Ils ne pouvaient appuyer un régime aussi rigoureux que celui que nous avons proposé dans le budget. Ensuite, ils ont repris le pouvoir grâce à de fausses promesses et ils ont asséné aux Canadiens 12 augmentations, sans pour cela accorder un sou aux propriétaires pour les aider à payer leurs intérêts hypothécaires et leurs taxes foncières, en dépit des hausses spectaculaires des taux d'intérêt—qui sont de 5 p. 100 plus élevés qu'ils ne l'étaient lorsque nous étions au pouvoir—et sans octroyer de crédit d'impôt énergétique aux Canadiens les plus démunis. Voilà ce que nous leur reprochons: leur grande trahison.